

a tellement de choses à
e me donne ce devoir de
chaque mois. Excellence,
à votre visage des années
ve trop « grand-papa »,
té. Vous voulez plaire à
et n'écouter personne. On
que rien n'a changé. Dès
service, les rues d'Abidjan
d'assaut à 5 heures du ma-
habitudes avaient été ran-
d. Chacun s'activait à être à
10 heures que les embou-
ent à Abidjan. On s'amène
10 heures au bureau sans
arouche personne. Les Ivoi-
nt jaugé et sont retombés
villes pratiques.
octobre, j'ai regardé la télé
de car vous veniez de rece-
délégation de la Chambre
e et d'industrie libanaise de
(Ccilci). Nul doute venue
ur plaider l'application en no-
décret portant sur l'interdiction
des sachets plastiques.
essayé avec le ministre Allah
après avoir actionné des acti-
sent représenter des consom-
i ont vociféré sans succès sur
dios, le ministre Allah Kouadio
exible à la satisfaction de la po-
décident de voir le « pépé »
etes devenu. Excellence, je ne
ns le secret de votre entretien,
dez pas. Cette décision est sa-
r le pays car elle sauve des vies
et animales. Notre environne-
trop dégradé pour être sacrifié
aisons mercantiles. Ne vous lais-
tendre par cette communauté
ante qui ne voit que le profit,
e profit. Laissez ce décret s'ap-
la grande satisfaction de la po-
Allez jusqu'au bout de cette dé-
e, ne nous frustrez pas comme ce

elle était au ministère de la Salubrité. Grâce
à son courage et à sa pugnacité, la mi-
nistre Anne Ouloto avait donné fière allure
à nos villes. Malheureusement, contre
toute attente, vous l'affectez ailleurs, nous
donnant un goût inachevé. Et nos villes
ont continué à développer leur laideur
pour notre malheur. Excellence, si vous
devez travailler comme il se doit, travaillez
sans chercher à plaire d'abord. On vous ju-
gera à l'arrivée.

Sortez donc « les griffes » de temps en
temps tel que nous vous avons connu en
90. Le peuple ivoirien a besoin d'être édu-
qué, d'avoir des repères. La majorité de
ceux qui occupent les postes de respon-
sabilité aujourd'hui sont sortis des entrailles
d'une Côte d'Ivoire travestie et ont été
nourris à la mamelle de la Côte d'Ivoire de
la violence, de la désobéissance et de la dé-
fiance. Ce sont des enfants « gâtés » de la
Fesci dévoyée et des tristes agoras qui ont
besoin d'éducation. Excellence, vous avez
le devoir d'éduquer ce peuple selon les va-
leurs morales enseignées par le regretté
père de la nation, Houphouët-Boigny. Vic-
tor Hugo ne disait-il pas qu'« un enfant
qu'on enseigne est un homme qu'on
gagne ? » Avec déférence recevez, excel-
lence, toutes mes excuses pour tout ce qui
vous déplaira dans cette lettre ouverte.
C'est un devoir de citoyen, conseiller ano-
nyme désintéressé que je veux être pour
vous. Loin de l'adage qui dit que « les
proches du roi ne lui disent que ce qu'ils
veulent qu'il entende ».

*Diallo Moussa
Professeur en Technique d'Expression
Titulaire d'un DEA en Lettres modernes
enseignant en Connaissance
du monde contemporain
Ex-chef d'établissement à la retraite
diapat53@yahoo.fr*

**NB : La titraille est
de la Rédaction.**

crimes.

● Le Ndi pour des élections apaisées en 2015

Les responsables de l'Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire (Udpci) ont reçu, hier à leur siège à Angré, une délégation du National democratic institute (Ndi) conduite par sa représentante-résidente, Dominique Dieudonné. Le Ndi, par cette visite, veut accompagner les Ivoiriens sur le chemin des élections de 2015, qu'il souhaite sans violences et apaisée. Une démarche saluée par Albert Flindé, secrétaire général par intérim de l'Udpci. « Nous sommes attachés à la paix et nous ne pouvons que saluer tout acte allant dans le sens de la paix », s'est-il félicité.

● Mariétou Koné échange avec des réfugiés

Mariétou Koné, coordonnatrice du Programme national de cohésion sociale (Pncs), selon le service de communication de cette structure, a échangé, mercredi dernier, avec le bureau du Comité de pilotage et de sensibilisation pour le retour des réfugiés en Côte d'Ivoire, conduit par Mamadou Chérifou. Les axes de collaboration entre les deux structures étaient au centre des discussions. « Nous voulons, aux côtés du Pncs, contribuer au renforcement de la paix et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire », a expliqué Mamadou Chérifou.

● La Frap montre ses muscles

L'École de police a servi de cadre, hier, à des exercices de la Force de recherche d'assaut de la police (Frap), en présence du ministre de l'Intérieur, Hamed Bakayoko. Ces exercices marquent la fin de deux semaines de formation dispensée par des policiers français du Raid (Recherche, assistance, intervention, dissuasion). La Frap devrait épauler plus efficacement les autres forces ivoiriennes dans la sécurisation des fêtes de fin d'année.

Fadi El Abdallah, porte-parole de la Cpi à propos du transfèrement de Mme Gbagbo et de Blé Goudé:

Bidi Ignace

Le porte-parole de la Cour pénale internationale (Cpi) séjourne à Abidjan. Fadi el Abdallah a échangé avec la presse nationale et internationale, hier à l'hôtel Pergola à Biétry, Marcory.

«Nous ne faisons pas de marchandage»

La Cour pénale internationale (Cpi) ne fait pas de deal ni de marchandage dans la conduite des procédures, a indiqué hier son porte-parole Fadi el Abdallah, à Abidjan. A la conférence de presse qu'il a animée à l'hôtel Pergola à Biétry, dans la commune de Marcory, il a expliqué que la Cour examine les faits portés à sa connaissance à la lumière de considérations judiciaires et non politiques. Les négociations et autres types de d'arrangement n'entrent pas en ligne de compte dans son fonctionnement, selon lui. Ce qui fait dire au porte-parole que les dossiers suivent leur cours jusqu'à aboutissement. Se résumant sur ce point, il a insisté, disant qu'« il est complètement impossible de faire ce genre de marchandage ». Il était question pour lui de dire si oui ou non La Haye était en tractation avec le gouvernement ivoirien, à la demande d'Abidjan, pour le non-transfèrement de Simone Gbagbo et des partisans du camp d'Alassane. Si un tel compromis n'est pas à l'ordre du jour, Fadi el Abdallah informe que le bureau du procureur Fatou Bensouda a « promis » des poursuites dans le camp Ouattara. Les enquêtes sont en cours, elles peuvent durer le temps que neces-



Fadi el Abdallah, à Abidjan.

preuve. En tout état de cause, la Cpi indexé par une opinion pour sa lenteur dans ses enquêtes, travaille à son rythme et ses moyens. Elle suit cinq dossiers (Soudan, Lybie, Ouaganda, Kenya, et Mali) à la fois, l'a excusé M. Fadi. A l'en croire, les ressources dont dispose son employeur ne permettent pas à ce dernier d'être sur plusieurs fronts en même temps, vu qu'il s'impose la célérité dans le traitement des dossiers. Toutefois, l'insuffisance des ressources financières n'empêche pas la Cpi de suivre

économique ivoirienne. Mais alors, s'est réservé le conférencier, l'exception en irrecevabilité présentée par le pays ne signifie pas qu'elle lui est accordée d'emblée. Cette réserve de la Cour implique que le pays prouve sa « capacité » à juger effectivement Simone Gbagbo. Pour cela, il va falloir que des critères clé soient respectés. Parmi ces principes qui valident un jugement fiable, figurent la poursuite effective du suspect, l'ouverture d'un procès, l'existence de mesures de protection des témoins. Si la Cour réa-

Photo : Archives

quoi, la Cpi peut saisir l'Assemblée des Etats-parties du Statut de Rome ; laquelle est habilitée à décider de la sanction à appliquer au pays », a-t-il clarifié. L'Assemblée des Etats-parties, faut-il rappeler, est l'organe souverain qui veille au respect de « l'obligation de coopérer » par les pays signataires du Statut de Rome instituant la Cpi. Le dossier Simone Gbagbo suit son cours, celui concernant son époux aussi. Il reste que la Chambre d'appel décide de lui accorder la liberté provisoire requise par sa défense.

L'ancien président peut en bénéficier si la Chambre s'assure que sa mise en liberté provisoire offre des garanties pour la poursuite de la procédure. Le porte-parole indique aussi que la Chambre craint que Laurent Gbagbo ne prenne la fuite, qu'il ne se serve de ses réseaux de soutien pour faire obstacle à l'enquête. M. Fadi a cependant révélé qu'un pays « a parlé » de la possibilité d'accueillir sur son territoire l'ex-président Laurent Gbagbo. Si le conférencier s'est réservé de tout commentaire sur cette nouvelle encore « confidentielle », il n'a pas souhaité aussi en dire plus sur la santé du détenu. Toujours est-il, et là c'est officiel, que la Cpi établit des rapports sur sa santé tous les 120 jours. Pour ce qui est du cas de

En mot

● Le Ndi à Abidjan

Une importante délégation du National democratic institute (Ndi) est attendue à Abidjan, ce dimanche. L'information a été livrée, hier, par Dominique Dieudonné, la représentante-résidente de cet organisme, à sa sortie d'audience avec le directeur de cabinet du ministère de la Justice, Fodjo Kadjo Abo. « Cette délégation viendra pour évaluer le cadre juridique de l'élection présidentielle de 2015. Elle va rencontrer tous les partis politiques et les institutions de la République », a-t-elle déclaré.

● Les drapeaux en berne

Le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, dans un communiqué lu hier à la télévision nationale, a ordonné la mise en berne des drapeaux sur toute l'étendue du territoire national. Cet acte, précise le communiqué, vise à matérialiser la solidarité de la Côte d'Ivoire à la République d'Afrique du sud, éprouvée par la disparition, jeudi soir, de Nelson Mandela.

● Duncan abasourdi

Le Premier ministre Daniel Kablan Duncan s'est prononcé, hier, sur la disparition de l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela. « C'est toute l'Afrique et le monde entier qui

Assemblée nationale

Sept lois adoptées en plénière

La législation ivoirienne vient d'être enrichie de sept nouveaux textes. Ils ont été adoptés, hier, en plénière à l'Assemblée nationale au Plateau, à l'unanimité des 214 députés présents sur les 254 sièges. Trois textes, en prime, ont été soumis à l'ensemble des députés par la Commission des affaires générales et institutionnelles (Cagi). Il s'agit du projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2013-662 du 20 septembre 2013 relative à la concurrence, ensuite celui ratifiant l'ordonnance du 2013-659 du 20 septembre 2013 portant abrogation des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 200-2 nouveau du code pénal. Et enfin le projet de loi relatif à l'accès à l'information d'intérêt public. Les quatre autres textes ont été défendus par la Commission des affaires économiques et financières (Caef). Le rapport de cette commission portait sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2013-660 du 20 septembre 2013 relative à la prévention et à la lutte contre

la corruption et les infractions assimilées, telle modifiée par l'ordonnance n°2013-805 du 22 novembre 2013. Ensuite le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2013-661 du 20 septembre 2013 fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Haute autorité pour la bonne gouvernance puis un autre texte ratifiant l'ordonnance n°2013-297 du 2 mai 2013 fixant le barème des montants de la redevance des terrains industriels. Enfin, la Caef a soumis à l'ensemble des parlementaires le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2013-657 du 18 septembre déterminant les droits relatifs à la délivrance des documents de traçabilité et aux autorisations du commerce ainsi que les taxes à l'exportation du diamant brut. Les travaux ont été présidés par la première vice-présidente de l'institution, Sara Sako-Fadiga.

Danielle Tagro

Présidentielle 2015

Le Ndi propose son assistance à la Cei



Ph. : K. Firmin

Youssouf Bakayoko et la Cei peuvent compter sur le soutien du Ndi.

En prélude à la présidentielle de 2015, Youssouf Bakayoko, président de la Commission électorale indépendante (Cei) a reçu en audience hier, à Cocody, une délégation du National democratic institute (Ndi). Youssouf Bakayoko et ses hôtes du jour ont échangé sur l'organisation des élections prochaines. La délégation du Ndi propose une assistance à la Cei pour que ces échéances électorales se déroulent dans la paix. « Nous avons beaucoup échangé avec la Cei notamment le prési-

dent de cette institution qui nous a fait partager son expérience sur l'élection passée qui a été difficile. Aussi, nous avons échangé sur la possibilité d'une assistante pour améliorer l'organisation des élections de 2015. Ces élections doivent être paisibles et crédibles », a indiqué Joe Clark, chef de mission de Ndi à sa sortie d'audience. Il a par ailleurs salué la tenue prochaine du recensement général de la population qui doit permettre de renouveler la liste électorale. « Nous avons entendu qu'il y aura un recensement. Cela va permettre la collecte des données qui vont être par la suite exploitées pour la constitution d'une nouvelle liste électorale. Nous pensons que c'est un développement positif », a-t-il estimé. Cette visite du Ndi en Côte d'Ivoire fait suite à une invitation du président de la République, Alassane Ouattara. Avant la Cei, la mission du Ndi a rencontré certains partis politiques comme partis le Rdr, le Pdc et le Fpl.

MG (stagiaire)

Sécurisation des fêtes de fin d'année à Abidjan

Ce que Mambé et le préfet ont arrêté

Pour éviter des fêtes de fin d'année dévotées, le gouverneur du district d'Abidjan, Beugré Mambé, a décidé de prendre des dispositions plus renforcées. C'est du reste dans ce cadre qu'a eu lieu hier, une importante réunion pour évoquer les questions sécuritaires. Présidée par le préfet d'Abidjan, Issa Diakité, qui avait à ses côtés Vincent N'cho Kouao, vice-gouverneur du district d'Abidjan et Koné Ousmane, préfet de police adjoint, cette rencontre, a vu

la participation des responsables de l'Office national de la protection civile (Onpc), des Services d'aide médicale d'urgence (Samu), du Groupement des sapeurs-pompiers militaires (Gspm), de la police, de la gendarmerie et des représentants des mairies. Selon le préfet d'Abidjan, il s'agit d'arrêter des dispositions fermes pour un encadrement sans faille des manifestations de fin d'année sur tout le territoire du district d'Abidjan afin de donner un spectacle de

qualité et sans incident aux Abidjanais. Selon lui, les sites prévus pour abriter les feux d'artifices devront être identifiés et sécurisés. Une visite de terrain sera effectuée dans les dix communes d'Abidjan avant la fin de la semaine afin d'identifier et de répertorier les sites devant abriter ce spectacle particulier. Le vice-gouverneur, Vincent N'cho, a encouragé les maires à sensibiliser leurs administrés en vue de maintenir le maximum de personnes dans leurs dif-

férentes communes. Cette mesure vise à éviter tout engorgement du Plateau. Guy Dogbo, directeur de la culture, du tourisme et des sports, a levé un coin du voile sur les différentes manifestations prévues par le district d'Abidjan. D'après ses explications, le lancement de l'opération "Abidjan ville lumière" aura lieu dans la nuit du 19 décembre 2013 par la Première dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara.

MD

Une centaine de personnes ont participé à la conférence de presse. Les travailleurs ont prévu d'animer une conférence de presse pour se prononcer sur l'actualité sociopolitique.

Parquet d'Abidjan

20 détenus prennent la fuite

Spectaculaire ! Venus pour des audiences, hier après-midi, au palais de justice du Plateau, vingt détenus ont pris la poudre d'escampette au parquet. Selon nos sources, il s'agit de quinze prisonniers du bâtiment C de la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), donc de bandits de grand chemin, et cinq issus des autres pavillons de l'établissement pénitencier. A la fin des jugements, profitant d'une inattention des surveillants, les fugitifs se sont confondus au public qui sortait de la salle d'audience pour disparaître par la suite. Des témoins rapportent que certains évadés sont même partis avec leurs menottes. Au moment où les agents de police et les gardes pénitentiaires chargés de les surveiller ont constaté leur absence, ils étaient déjà dans la nature. Les deux groupes de gardiens se sont mutuellement accusés, ajoutent les témoins. Soixante détenus étaient arrivés ce mercredi au parquet pour les audiences. Ils sont repartis avec vingt en moins.

Cissé Sindou

Le Patrole / 4 2 1 3 du Mercredi 11 Décembre 2013



UE NATIONALE - POL

... pour des populations amicales. Au tions dans le sens de leurs connais-

LO

PRÉPARATIFS DES ÉLECTIONS DE 2015 Le NDI déjà sur le terrain



Amadou Soumahoro et le RDR ont reçu une délégation du NDI est venue en Côte d'Ivoire pour préparer la présidentielle de 2015. (Ph. DR)

2015 pointe à l'horizon, avec en ligne de mire l'élection présidentielle. Sur le terrain, les préparatifs pour un scrutin paisible ont débuté. En effet, à la demande du Président de la République, une équipe du National Democratic Institute (NDI) séjourne depuis quelques jours sur les bords de la lagune Ebrié. «Nous avons échangé avec la direction du RDR. Ce qui nous a permis d'avoir des informations pour notre travail. Nous avons aussi apprécié la rencontre entre

le RDR et le FPI. Une rencontre qui à notre sens constitue un élément fort dans le cadre de la réconciliation et le dialogue », s'est-il réjoui. Il a été aussi, au cours de cette rencontre, selon lui, question de la CEI. «Nous avons été invités par le Président Alassane Ouattara à effectuer une mission d'évaluation par rapport à la présidentielle de 2015 en jetant un regard sur certains aspects, par exemple la composition de la Commission électorale indépendante (CEI), sur

les questions qui sont restées en suspens par rapport aux élections de 2010, la question de la liste électorale, la prise en compte des victimes de la crise post-électorale. Nous sommes à une phase de recueillement qui pourra nous aider à faire notre rapport et quelques recommandations», a-t-il terminé. Cette démarche a été saluée par Amadou Soumahoro. «Tout ce qui touche aux élections, à la liste électorale, à la CEI, touche à la vie de la nation. Toutes les bonnes volontés qui peuvent nous accompagner dans la recherche des voies pour arriver à des élections paisibles, sont les bienvenues», a indiqué le Secrétaire général par intérim du RDR. Selon lui, la volonté du Président de la République est d'aller à des élections apaisées, inclusives, justes et transparentes pour que le vainqueur savoure sa victoire et le vaincu félicite son adversaire», a conclu Amadou Soumahoro. Conduite par Joe Clarc, ancien Premier ministre du Canada, la délégation comprend Brian Atwood, Anne Deysine, Charles Djrekpo, Dr Christopher Fomunoyon, Ferdinando Marques da Costa, Part Merloe, Dr Sophia et Moestrup. Hier, elle était au siège du RDR où elle a eu une séance de travail avec Amadou Soumahoro, secrétaire général par intérim, qui avait à ses côtés Joël N'Guesan, porte-parole principal, Touré Aya Virginie, présidente RFR, Karamoko Yayoro, président RJR, Adié Dominique, conseiller du secrétaire général, Odjé Tiakoré, porte-parole, Touré Vamé, directeur de cabinet et Diabaté Lanciné, chef de cabinet de secrétaire général. TL

RÉCONCILIATION ET COHÉSION SOCIALE

... 11 ... 000 ... ill ... Yavoussou et Abobo

PRÉSIDENTIELLE 2015 *Le Patriote/4 214 du jeudi 12 dec 2013*

Le NDI échange avec la CEI

Lacina Ouattara

Une forte délégation du National Democrat Institut (NDI) conduite par Joe Clark séjourne depuis le 8 décembre dernier sur les bords de la Lagune Ebrié pour s'informer sur les réformes électorales en Côte d'Ivoire en vue de la présidentielle de 2015. Faisant la ronde des acteurs politiques et des institutions, elle été reçue hier, par le président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), Youssouf Bakayoko, accompagné de certains de ses collaborateurs notamment le vice-président Koné Sorou et le Porte-parole Inza Diomandé. Les échanges entre les deux parties ont duré plus de deux heures. A l'issue de cette réunion de travail, Joe Clark chef de délégation du NDI s'est confié à la presse: « Nous avons longuement échangé avec la Commission Electorale Indépendante sur le processus électoral. Avec le Président nous avons évoqué son expérience des élections passées faites d'un peu de frustration du fait que le pays avait connu des élections difficiles en 2010. Nous avons aussi échangé sur la possibilité d'une assistance pour améliorer les élections de 2015 afin qu'elles soient paisibles et crédibles. La CEI nous a aussi informés



Le président de la CEI, Youssouf Bakayoko a échangé hier avec une délégation du NDI

qu'il y aura un recensement général des populations qui va servir de base pour établir une nouvelle liste électorale. Nous estimons que cela un développement positif pour la suite du processus électoral », a-t-il indiqué. On le voit, à 2 ans des échéances électorales en Côte d'Ivoire, le NDI occupe le terrain pour permettre à la Côte d'Ivoire d'éviter le drame qu'elle a vécu en

2010 après la plus importante compétition électorale, c'est-à-dire l'élection du président de la République. Après la Commission électorale, la délégation poursuit aujourd'hui ses consultations qui prennent fin demain. A l'issue de cette mission un rapport contenant les recommandations aux autorités ivoiriennes est certainement attendu.

LO

ASSEMBLÉE

7 propositions

Journées cha...
de nation. I...
publique hier...
examiné et d...
de loi. Il s'a...
ratifiant l'ord...
605 du 20 se...
tant abrogati...
des alinéas...
200-2 nouve...
du projet de...
nance No201...
tembre 2013...
rence ; du pr...
l'accès à l'in...
public; du pro...
donnance No...
septembre 20...
vention et à la...
ruption, tel qu...
donnance

JOINDRE

01-30-6

08-82-2

4 | Politique nationale

Honorable Brian Atwood (chef de délégation du NDI) : «Les conditions ne sont pas réunies pour des élections acceptables en Côte d'Ivoire»

Une délégation du National Démocratique Institut a échangé, hier, avec la direction du Fpi sur les conditions d'organisation des futures consultations électorales.

Quelles sont les conditions pour qu'il y ait des élections acceptables et légitimes en Côte d'Ivoire ? Cette question apparaît fondamentale pour le National Democratic Institut (NDI) dont une délégation internationale a rencontré, hier, le Fpi à son siège provisoire d'Atoban. Au terme de l'importante séance de travail qui a duré environ deux heures, le chef de la délégation du NDI a indiqué que le pays n'est pas prêt pour les élections acceptables. «*Nous sommes convaincus qu'il faut des conversations parce que les*

conditions pour des élections légitimes et acceptables dans un an ne sont pas réunies aujourd'hui. Nous espérons qu'en temps voulu, le pays sera prêt», a confié l'honorable Brian Atwood. A la question de savoir quelles sont les conditions pour que les futures consultations soient acceptables, l'hôte du Fpi a répondu ceci : «*Les conditions, vous les connaissez. Il s'agit du retour des exilés, le gel des avoirs, la composition de la Cei (ndlr : Commission électorale indépendante), etc. Toutes ces*

conditions sont nécessaires pour les élections». Le chef de la délégation du NDI a relevé, en outre, que «*les problèmes posés par le Fpi sont réels et doivent être résolus*», avant d'assurer que son institution va s'impliquer dans la résolution de ces problèmes.

L'honorable Brian Atwood a, par ailleurs, indiqué que la mission du NDI consiste à écouter les acteurs en vue de faire des propositions pour des élections acceptables. «*Notre but ici est d'écouter, d'entendre de façon à pouvoir nous faire une idée, d'écrire un rapport et peut-être des recommandations*».

Pour cette séance de travail, le président du Fpi était entouré de ses proches collaborateurs, dont les vice-présidents Michel Amani N'Guessan, Dano Djédjé, Marie Odette Lorou-

gnon et Alphonse Douati. Présente à Abidjan depuis le 8 décembre dernier à l'invitation du gouvernement ivoirien, la délégation internationale du NDI a pour mission d'évaluer les préparatifs de l'élection présidentielle de 2015. Conduite par l'ancien Premier Ministre

Canadien Joe Clark et Brian Atwood, ancien administrateur de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) et membre du conseil d'administration du NDI, la délégation est forte de 8 membres et comprend des leaders politiques et civiques, des experts

électorales et régionaux de l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Afrique. L'objectif de cette mission est de soutenir les efforts de réforme électorale visant à assurer une élection pacifique et crédible en 2015.

Jean Khalil Sella



Photo de famille après la rencontre. (Photo Esther Lohoré).

Réconciliation nationale L'Ambassadeur de Russie se dit prêt à contribuer à l'apaisement

«...pas rassurer ce que vous savez déjà. Je vais juste me résumer. C'était la deuxième partie de la tournée que nous avions envisagé de faire dans le centre. Je l'ai dit ce matin, par Yamoussoukro, nous avons fait 13 milliards de Fcfa d'investissement pour cette visite et 10 milliards dans le reste du Bélier. Cela fait 23 milliards. Dans le Gbèkè, c'étaient 27 milliards. Au total, ce sont donc 50 milliards de Fcfa d'investissements qui ont été faits. Et cela, dans le cadre du Programme présidentiel d'urgence (Ppu). Je précise bien que ces chiffres n'incluent pas tous les grands projets qui sont financés dans le cadre du Programme national de développement (Pnd) où sont prévus des investissements de grande envergure. Si je prends, par exemple, le pont de Béoumi, l'autoroute et d'autres projets qui doivent être effectués, d'ici 2014. C'est donc dire que les choses sont bien lancées. Nous sommes confiant d'atteindre nos objectifs. Et maintenant, nous devons retourner à Abidjan pour préparer la fin d'année (...)

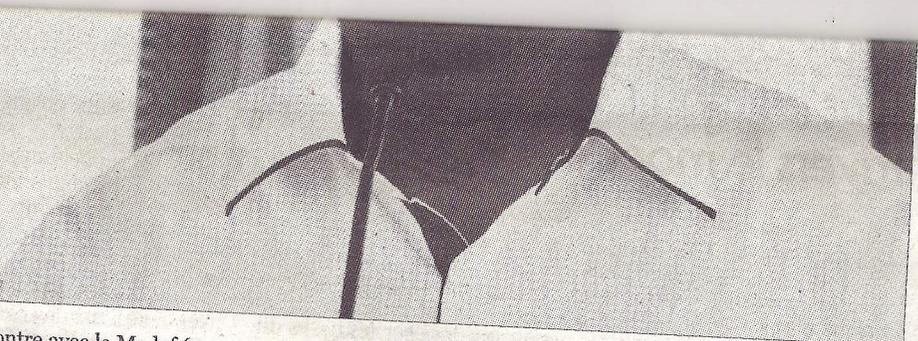
Après Paris, vous êtes venu à Yamoussoukro avant de partir pour l'Afrique du Sud. Comment faites-vous pour tenir le coup? Par ailleurs, comment se porte la Côte d'Ivoire à 7 années de l'émergence prônée?

Pour ce qui est de mes déplacements récents, sachez que c'est le devoir de la fonction qui demande cela. En fait, je devais me rendre à Paris les 6 et 7 décembre pour le Sommet de l'Élysée. Le Président Hollande et le ministre des Finances, Moscovici m'ont invité à participer, le 4 décembre, à une ren-

contre avec le Medef (patronat français) sur la nouvelle politique africaine de la France. Ce qui m'a amené à partir dès le 3 décembre et à participer à cette rencontre. Ils m'ont invité également à participer à une rencontre du Président Hollande avec des représentants du monde écologique concernant la protection des espèces menacées (éléphants, tortues...). Cette rencontre a eu lieu le 5 décembre et, ensuite, je suis resté pour le Sommet. J'ai par la suite indiqué au Président Hollande que je devais rentrer le 7 pour présider la cérémonie du 20^e anniversaire du décès du Président Houphouët-Boigny. C'est tout simplement le calendrier qui l'exige.

Nous avons préparé depuis longtemps cette visite dans le Bélier et il fallait commencer le 10 ou le 11 décembre, et c'est ce que nous avons fait. Vous savez, il faut bien réfléchir avant de postuler pour le poste de Président de la République. Je dirais cela aux uns et aux autres parce que les temps ont changé. Avant, c'était beaucoup plus facile mais maintenant, il faut être partout. Il faut être auprès de son peuple, travailler et avoir des relations à l'extérieur pour que les financements puissent soutenir le développement économique et social. Je considère que ce que nous faisons, est ce

PHOTO : HONORÉ BOSSON



requêtes qui permettront de régler les questions d'indemnités, de retards, de mise à jour plus généralement.

Le président de la Bad, Donald Kaberuka, sur Rfi, a dit : « Il ne faut pas confondre croissance économique et transformation économique. La croissance économique, qu'elle soit de 5 % ou de 10%, ne signifie rien pour les populations si elle ne s'accompagne pas de création de richesse, de créations d'emploi et de réduction de la pauvreté ». M. le Président, quel commentaire faites-vous d'une telle affirmation ?

Je suis totalement d'accord avec lui et c'est ce que nous faisons. J'ai toujours indiqué que nos taux de croissance sont bons et que cela devrait descendre au niveau des populations. C'est pour cela aussi que nous avons mis en place le Programme présidentiel d'urgence. Vous savez, dans le Gbèkè, il n'y avait pas d'eau potable et aujourd'hui je crois qu'en dehors de Béoumi où le problème sera réglé dans deux ou trois mois. Le déficit était de 50% et c'était la même chose dans le Bélier. Nous avons réglé ces problèmes. Les problèmes d'électricité, de centres de santé de même que le quotidien des populations trouveront solutions. Mais la transformation dont Donald Kaberuka parle concerne également le passage de l'agriculture à l'industrialisation. C'est pour cela que nous sommes très déterminé à encourager le secteur industriel, notamment minier et également celui des hydrocarbures. Nous demandons au secteur agricole d'aller plus loin dans la création

que nous devons faire et nous continuerons.

Concernant le pays, je dirais que les choses s'améliorent, le pays est normalisé, sécurisé et en paix. Sur le dossier économique, nous faisons partie des six pays à plus forte croissance dans le monde. Nous continuerons à maintenir ce degré de croissance. Nous n'avons aucun doute sur le fait que nous pourrions atteindre notre objectif de pays émergent en 2020.

Nous nous employons aussi à renforcer la démocratie et l'État de droit. Les élections de 2015 doivent être inclusives avec une commission électorale crédible, totalement compatible avec ce que nous souhaitons avoir comme élections démocratiques. D'ailleurs, nous avons reçu une mission du National Democratic Institute (Ndi) ici à Yamoussoukro qui va nous aider avec ses expériences.

Nous sommes sur la voie du renforcement de la démocratie et de l'État de droit. Sur ces éléments, je vous propose d'avoir un entretien avec le ministre de la Communication ou avec les services de communication de la Présidence ou ceux du ministère de l'Économie et des Finances.

Le gouvernement consent beaucoup d'efforts pour améliorer le plateau technique des Chu, mais ils

pourraient être annihilés par un certain nombre de faits, notamment l'insensibilité des médecins qui, bien souvent, face aux difficultés, évoquent un manque de place. Ceci a pour conséquence le décès du malade à force d'être renvoyé d'un Chu à un autre. Monsieur le Président, ne faudrait-il pas nommer des administrateurs comme vous l'avez fait quand vous étiez Premier ministre ? Ou créer une sorte de guichet unique au sein des Chu ou mairie afin de faciliter les démarches aux parents qui ont perdu quelqu'un?

Cela tombe bien, nous aurons un déjeuner tout à l'heure, vous allez vous adresser à Madame la ministre de la Santé. Elle a fait une excellente interview à ce sujet et je crois qu'elle a pris d'importantes mesures. Certaines sont considérées comme radicales. Tout ce que vous mentionnez, nous en sommes conscients. J'ai d'ailleurs suivi son interview, ce soir-là, à la télévision et je l'ai appelée pour la féliciter.

Vous savez, de mauvaises habitudes ont été créées. Elles se sont accumulées durant des années. Vous avez raison, de 1990 à 1993, nous avons réussi à annihiler ces sources de corrup-

Finalité Patin du 16 dec 2013 - Rencontre bilan du Président après sa visite d'Etat dans la région du Bélier

MARDI 26 NOVEMBRE 2013 - N°3544

Après les obsèques de Mme Dao Coulibaly L'Ufpdci exprime sa reconnaissance au président Bédié



Des membres du bureau de l'Ufpdci ont exprimé leur reconnaissance au président Bédié pour sa sollicitude à l'égard de la famille de Mme Dao.

LE BUREAU national de l'Ufpdci a été reçu en audience, hier, par le président du Pdcî-Rda. Très marquées par le réconfort constant du couple Bédié à l'égard de la famille de Mme Dao Coulibaly pendant les obsèques, les "lieutenants" de celle dont la douleur de la disparition est encore vivement ressentie au sein du Pdcî-Rda, ont constitué une forte délégation qui est allée remercier le président Bédié. Mme Amy Diop, la secrétaire générale du bureau national de l'Ufpdci, qui conduisait la délégation a tenu ces propos : *«Nous femmes de l'Ufpdci avons ressenti le vif chagrin qui était le vôtre ainsi qu'à votre épouse, vous qui perdiez tout à la fois une précieuse collaboratrice, une amie fidèle, une fille affectionnée»*. Mme Amy Diop a par la suite, fait le point au président Bédié de la tenue, dimanche dernier, de la cérémonie du 40e jour. Le président du Pdcî-Rda a également reçu en audience, la directrice de National democratic institut (Ndi), Mme Dominique Dieudonné. Elle lui a annoncé l'arrivée prochaine d'une délégation en provenance de Washington.

PAUL KOFFI

Enlèvement de Dieusmonde Tadé L'Ufpdci exprime sa solidarité et condamne



Le Dg Patrice Yao a remercié les femmes de l'Ufpdci pour leur soutien.



Mme Dominique Dieudonné du Ndi a informé le président Bédié de l'arrivée prochaine d'une délégation.



Aboisso : Décès de Fobah Wilfried, président de la Jpdci

Après le face-à-face à la Rue Lepic, lundi dernier Le Fpi bientôt au gouvernement ?

LE MARIGOT politique ivoirien pourrait connaître, et cela n'est pas à écarter, un véritablement bouleversement dans les prochains mois avec une probable entrée au gouvernement du parti de Laurent Gbagbo. Avec ce revirement à 180° observé ces dernières vingt-quatre heures avec le Fpi qui est allé s'asseoir et ce, à sa demande, à la même table de discussion que son ennemi juré. Ce que certains observateurs qualifieraient de miracle pourrait se produire. Qui l'aurait cru il y a à peine quelques semaines ? Fort heureusement, la politique se définit comme la saine appréciation des réalités. Et les réalités dans le contexte politique actuel recommandent au parti dirigé par le président Affi N'guessan de, non seulement reconnaître la légitimité du pouvoir du président Alassane Ouattara, mais de revendiquer le statut de principal parti de l'opposition. Mieux, le Fpi sent désormais comme un devoir, la nécessité de sortir du carcan de la belligérance et de la posture frontale pour apporter sa pierre à la reconstruction de la Côte d'Ivoire. «(...) Nous avons souhaité vous rencontrer parce que qu'il fallait que nous vous rencontrions. Comme je l'ai indiqué dans mon courrier que j'ai adressé au secrétaire général, c'est ensemble que nous pourrons faire avancer le pays. Vous en tant qu'parti au pouvoir et nous en tant que princi-

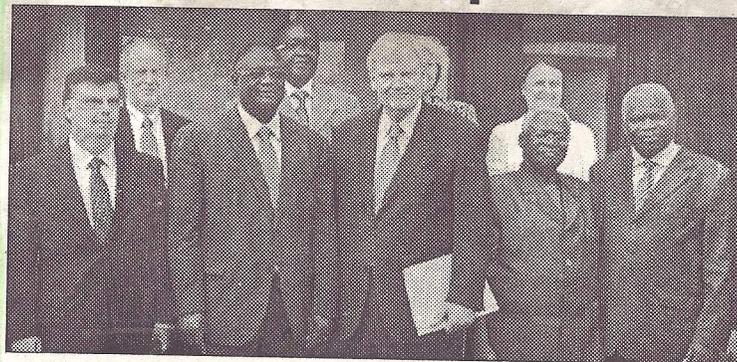


Pascal Affi N'guessan, président du Fpi.

notre contribution à la normalisation de la vie politique, économique, à la consolidation de la paix et la réconciliation», a insisté Affi N'guessan au sortir de sa rencontre avec la délégation du Rdr. Le résultat de ce compromis ne serait rien d'autre que l'entrée du Fpi dans le gouvernement Ouattara. Loin des déclarations publiques, la participation à un gouvernement continue de faire débat dans le cercle restreint des caciques du Fpi. Et les avis favorables sur la question sont, dit-on, nombreux au niveau de la maison bleue. Une participation de l'ancien parti au pouvoir à un gouvernement va repositionner le Fpi qui entend prendre désormais sa place de leader de l'opposition. Affi N'guessan et ses camarades entendent ainsi tourner le dos à l'option de la politique de la chaise vide. Un congrès est

taines chancelleries étrangères seraient les acteurs principaux. Pour mémoire, après sa mise en liberté provisoire, le 5 août dernier, Pascal Affi N'guessan a fait le tour de plusieurs représentations diplomatiques accréditées en Côte d'Ivoire avant de relancer officiellement ses activités. Ces partenaires extérieurs ont-ils pesé dans la balance ? Pourquoi cette table ronde entre le Fpi et le Rdr s'est-elle faite avec autant de célérité ? Y avait-il urgence en la matière ? Ces questions restent pour l'instant pendantes. En tout état de cause, cette démarche du Fpi n'est pas fortuite. Le président du Fpi qui a dit, lors de sa tournée à Duékoué, qu'il tendait la main au président Alassane Ouattara, pourrait saisir la main tendue de ce dernier. «Nous avons invité nos amis du Fpi à saisir la main tendue du chef de l'Etat. Cette main tendue qui recommande que la direction du Fpi prenne sa part dans la reconstruction de la nation», a dit le secrétaire général par intérim du Rdr, Amadou Soumahoro, à l'attention du Fpi. Sauf changement de situation, un nouveau soleil va se lever sur l'environnement politique ivoirien en 2014 avec la prise de conscience du parti de Laurent Gbagbo et pourquoi pas, une entrée du Fpi au gouvernement, comme suite logique de l'assouplissement des positions. En attendant une participation aux prochains scrutins, de plus en plus probable.

Après sa rencontre avec le Pdc, hier Brian Atwood, chef de délégation du Ndi : « Que les partis politiques continuent à œuvrer pour des élections crédibles et paisibles en 2015 »



La délégation du Ndi a eu une importante séance de travail avec Maurice Kakou Guikahué, secrétaire exécutif du Pdc-Rda.

LE NATIONAL Democratic Institute (Ndi), une Ong américaine, chargée des élections, est, depuis le 8 décembre, en Côte d'Ivoire. Hier, la délégation conduite par Brian Atwood a eu une séance de travail à la résidence du président Bédié avec le secrétariat exécutif du Pdc conduit par son premier responsable, le professeur Maurice Kakou Guikahué. Après cette rencontre, M. Brian Atwood a situé le sens de cette visite en Côte d'Ivoire : «Nous avons été invités par le gouvernement ivoirien pour jeter un regard sur les préparatifs des élections prochaines. Depuis notre arrivée, nous avons rencontré la société civile et nous sommes

tiques. Parce que notre désir serait de voir la Côte d'Ivoire organiser des élections paisibles et crédibles en 2015», a-t-il souhaité. Concernant la séance de travail avec le Pdc, le chef de délégation du Ndi a indiqué, «Nous avons eu le plaisir d'échanger avec le secrétariat général du Pdc. On a échangé avec le Rdr et on envisage d'échanger avec le Fpi. Nous avons l'impression que les grands partis politiques comprennent les enjeux du scrutin à venir et notre espoir est qu'ils continuent à œuvrer à ce que les futures élections soient crédibles. Nous espérons, à l'avenir, qu'ils feront tout pour éviter les difficultés». La séance de travail a duré plus d'une heure.

habué

Quand, dans les villages d'enfants de Yamoussoukro qui est sur le point d'ouvrir ses portes fin janvier 2014 prochain. Cette maison de bienfaisance pour les

psychiques, menant dans la crise socio-politique qu'a connue notre pays, est bâtie sur un terrain de 4 hectares sur les 7 qu'a offerts l'Etat ivoirien. Selon le directeur

parier leur cœur pour que cette œuvre puisse finir en beauté avec la participation nationale.

JEAN PAUL LOUKOU

Après une séance de travail entre la Cei et le Ndi, hier Une nouvelle liste électorale annoncée



Le Ndi entend apporter son expertise à la Cei pour l'organisation d'élections crédibles en 2015.

nous avons échangé sur la possibilité d'une assistance qui pourra améliorer l'organisation des élections. Afin que les élections de 2015 soient paisibles et aussi crédibles. Une chose très positive que nous avons entendue, c'est qu'il y aura un recensement général de la population. Que ce recensement va permettre la collecte des données qui, par la suite, vont être exploitées pour la constitution d'une nouvelle liste électorale. Et nous pensons que c'est un développement positif», a-t-il déclaré. Avant la Cei, la délégation du Ndi a eu des séances de travail avec des représentants des partis politiques. L'organisation des prochaines élections était au centre des échanges.

PAUL KOFFI

En même
rti consis-
politiques.
e coopéra-
e qui nous
échanges
t échanger
ement. La
le Pdc est
u permis de
préhension
ples et nos
coopération
conditions
e député du
exécutif, Pr
avait à ses
libaly, Noël
re exécutif
isation et de
ean-Baptiste
et Colette
membre du

JEAN PRISCA

LA DÉLÉGATION du Ndi (National democratic institute), qui a entrepris, depuis le 08 décembre dernier, une mission en Côte d'Ivoire sur la réforme électorale, a eu, hier, une séance de travail avec la Commission électorale indépendante (Cei). Le président de cette institution, Youssouf Bakayoko, qui a reçu la délégation, était assisté de plusieurs de ses proches collaborateurs. A l'issue des échanges qui ont duré deux heures environ, Se Joe Clark, ancien Premier ministre du Canada, a livré à la presse, l'essentiel du message que la délégation a partagé avec la Cei. «Nous avons beaucoup échangé avec la Commission électorale indépendante. Et nous avons entendu de la part du

président de la Commission, son expérience des élections passées. Il a un peu de frustration, du fait que le pays avait connu des élections difficiles en 2010. Mais en même temps,

NECROLOGIE

Les familles biologiques et politiques ont le regret de vous annoncer le décès de **ADAYE KOBENAN SECRE** Décès survenu le dimanche 24 novembre 2013 à 9h45mn à la polyclinique les Oliviers des suites d'une courte maladie. Le programme sera communiqué ultérieurement.



le Nouveau Reveil du jeudi 12 décembre 2013
N° 3558